

3. Nouvelles Perspectives Régionales 2008-2014

3.1 Introduction

En collaboration avec le Bureau Fédéral du Plan et les deux autres organismes d'études régionaux (IWEPS et SVR), l'IBSA œuvre depuis quatre ans à la mise en place du modèle de projection macroéconomique régional nommé HERMREG. Le présent chapitre propose un résumé des résultats obtenus lors de la nouvelle projection effectuée en 2009. Le modèle a bénéficié d'améliorations (nouvelles projections démographiques, nouvelle estimation des flux de navetteurs, réestimation générale des équations). Le lecteur intéressé trouvera l'ensemble de l'analyse ainsi que les résultats détaillés sur le site de l'IBSA (www.statbru.irisnet.be).

Le modèle HERMREG est un modèle macroéconométrique de type «top down» : il s'appuie sur le modèle de projection macroéconomique national HERMES développé par le Bureau Fédéral du Plan. HERMREG répartit les résultats nationaux entre les trois régions belges sur la base d'une modélisation des dynamiques interrégionales observées dans le

passé. Le modèle est aligné sur la comptabilité régionale publiée par la Banque Nationale de Belgique. Les dernières données disponibles pour les comptes régionaux couvrent l'année 2007. Aussi, le modèle HERMREG produit actuellement une estimation des comptes pour l'année 2008 ainsi qu'une projection pour les années 2009 à 2014.

Ces projections se basent sur la projection nationale de mai 2009¹⁷. Sont prises en compte les conditions économiques, les perspectives internationales et l'ensemble des actions politiques fédérales et régionales connues à cette date.

Après avoir situé le contexte posé par la projection nationale, les principaux résultats pour la Région sont exposés ci-dessous en distinguant les projections relatives à la crise actuelle (2009-2010) des projections à moyen terme (2011-2014). Le chapitre se conclut sur des commentaires concernant ces projections¹⁸.

3.2 Contexte national

En phase avec une baisse de l'ordre de 10 % des échanges internationaux prévue par le FMI pour 2009, le scénario retenu pour la projection nationale table sur une profonde récession en 2009 en Belgique, suivie en 2010 d'une relative stagnation économique, la reprise ne se produisant qu'en 2011. Le scénario de reprise, fondé sur l'observation des précédentes crises à caractère fortement financier, ne prévoit pas de rattrapage du déficit de croissance,

autrement dit pas d'effet de rebond après l'épisode de récession. La croissance belge retrouverait donc son niveau moyen après 2011, l'effet de la crise sur le niveau du PIB étant considéré comme permanent.

L'impact de cette récession serait particulièrement sensible pour les branches industrielles et certaines branches des services aux entreprises, en particulier

¹⁷ «Perspectives Économiques 2009-2014», Collectif, Bureau Fédéral du Plan, 2009.

¹⁸ Ces commentaires émanent de la cellule «Analyse» de l'IBSA et n'engagent d'aucune façon les autres partenaires du projet (BFP, IWEPS et SVR).

et sans surprise «Crédit et assurances», mais également «Transport et communications» et «Autres services marchands». La branche «Commerce et horeca» traditionnellement sensible à la conjoncture serait également fortement touchée.

Dans un tel scénario, l'emploi belge paye un lourd tribut à la crise. En effet, après des destructions de postes importantes durant la période de récession, l'absence de rebond de croissance lors de la reprise économique n'apporte qu'une croissance modérée de l'emploi, qui ne retrouve ses niveaux d'avant-crise que relativement tard. L'autre grande victime

est à chercher du côté des finances publiques. En effet, le scénario retenu au niveau national implique une réapparition rapide de «l'effet boule de neige» en termes d'endettement, les déficits se creusant rapidement et de manière durable au niveau fédéral. Les paramètres de la loi de financement pour les entités fédérées sont cependant également affectés par ce scénario de crise, induisant un déficit durable quoique d'ampleur moindre à ce niveau également. Les prochaines versions du modèle HERMREG permettront de disposer du détail de la projection par entité, la version actuelle projetant de manière agrégée l'ensemble des finances régionales.

TABLEAU 8: Principaux résultats de la projection nationale

	2008	moyennes	
		2009-2010	2011-2014
Croissance du PIB en volume	1,2%	-1,9%	2,3%
Indice des prix à la consommation	4,5%	1,0%	1,7%
Variation de l'emploi total	1,6%	-1,0%	0,8%
Taux de chômage définition BFP ⁽¹⁾	11,8%	14,9%	14,5%
Productivité par tête, variation	-0,7%	-1,1%	1,6%
Coût salarial réel par tête, variation ⁽²⁾	-1,3%	0,6%	1,2%
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations, en % du PIB ⁽¹⁾	-1,2%	-5,6%	-5,8%
Capacité ou besoin de financement des Communautés et Régions, en % du PIB ⁽¹⁾	0,0%	-0,5%	-1,1%
Dette de l'ensemble des administrations publiques, en % du PIB ⁽¹⁾	89,3%	97,8%	106,4%

(1) les valeurs pour les colonnes «2009-2010» et «2011-2014» sont celles pour la dernière année de la période concernée.

(2) coût salarial des branches d'activité marchande avant déduction des subventions salariales.

Source: HERMES.

3.3 Résultats

Les résultats issus du modèle HERMREG pour la Région bruxelloise sont présentés de manière résumée ci-dessous. On y a distingué les premières années de projection (essentiellement 2008-2010) qui correspondent au déroulement de la crise et qui méritent une attention particulière bien que l'objet du modèle ne soit a priori

pas la projection à court terme, et les années suivantes (2011-2014) qui donnent les tendances à moyen terme, permettant des comparaisons plus réalistes avec les périodes précédentes. Une moyenne 2008-2014 serait trop fortement influencée par la crise pour permettre une comparaison intéressante.

Il faut rappeler ici que le modèle effectue la projection régionale sur la base, d'une part, du scénario national établi préalablement et brièvement exposé ci-dessus, et, d'autre part, des comportements régionaux spécifiques observés dans le passé. Il s'agit donc d'une projection à politique inchangée et sous l'hypothèse que les types de comportement observés

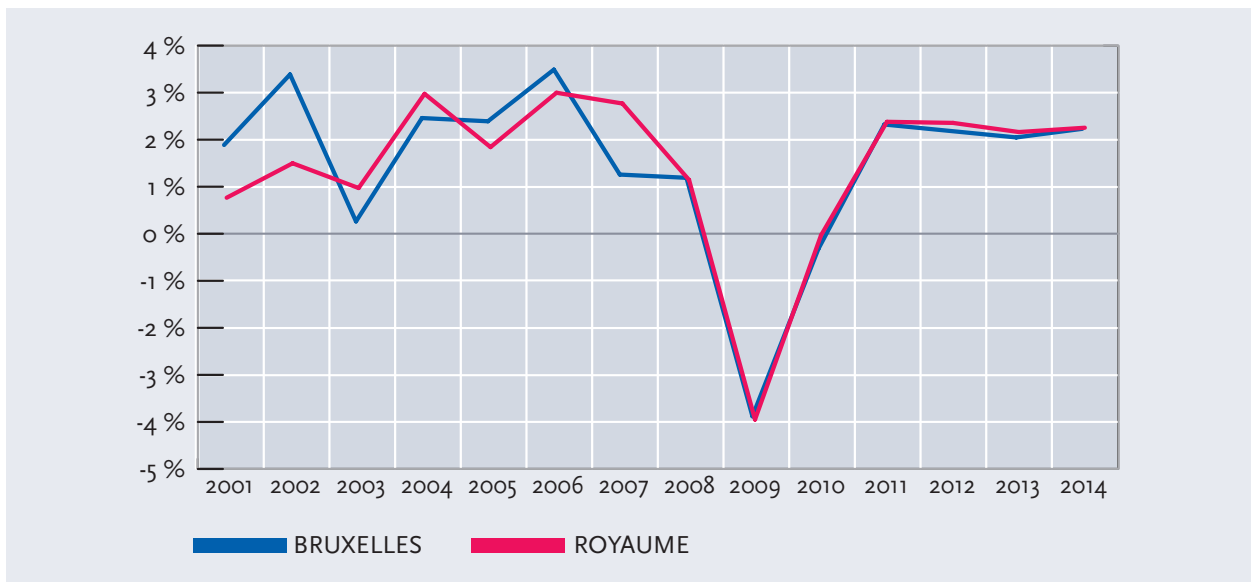
dans le passé peuvent être extrapolés dans le futur. Il convient enfin d'insister sur le caractère très fragile de projections effectuées dans les circonstances de crise actuelles, la grande incertitude régnant sur l'ensemble des quantités économiques mesurées, incertitude qui se répercute sur la marge d'erreur des projections.

• La crise économique

La Région bruxelloise n'échappe pas à la trajectoire de crise décrite par le scénario national. On peut cepen-

dant relever deux différences par rapport au reste du Royaume dans le déroulement projeté de celle-ci :

GRAPHIQUE 13: Croissance du PIB en volume



Source: HERMREG.

- D'une part, en termes de chronologie, les premiers effets de la crise dans sa phase financière se font ressentir à Bruxelles dès 2007, alors que globalement la situation économique dans le Royaume est encore satisfaisante. De plus, l'année 2010 serait globalement moins bonne que dans les autres régions, avec une croissance économique légèrement négative à Bruxelles au contraire du reste du Royaume. La durée de la crise serait ainsi plus importante pour la Région bruxelloise, ce qui est fortement lié à sa structure sectorielle (forte représentation de la branche «Crédit et assurances», qui est touchée de

manière précoce, et de la branche «Transport et communications» qui subit encore lourdement l'impact de la crise en 2010).

- D'autre part, en termes de vecteur de transmission, des disparités importantes existent entre les trois régions belges, illustrées par le tableau 2. Les trois régions voient leur activité économique affectée de manière similaire par la crise globale en 2009, avec un recul du PIB projeté de l'ordre de 4 %. Cette similitude masque cependant des disparités importantes dans les vecteurs de ce recul. En effet, en Flandre et en Wallonie, le coup de frein brutal de la production industrielle suite à l'assèche-

ment des débouchés, en particulier internationaux, fait que les branches industrielles expliquent pour une part importante le recul marqué de l'activité. En Région bruxelloise, le poids des branches industrielles étant très faible, ce phénomène joue comparativement peu. Mais en contrepartie, le poids relatif très important des branches de services les plus touchées, et plus particulièrement de la branche «Crédit et assurances», pèse nette-

ment plus sur le résultat que dans les deux autres régions. Certaines branches contribuent fortement à la récession dans l'ensemble des régions, en particulier «Autres services marchands», dont la qualité de première branche par la valeur ajoutée dans les trois régions explique son impact important, et «Commerce et horeca» qui subit partout avec la même intensité le reflux des dépenses de consommation.

TABLEAU 9: Principaux contributeurs à la récession puis à la reprise, contribution moyenne à la croissance de la valeur ajoutée

		moyenne 2009-2010		
		RBC	Belgique	
1	Crédit et assurances	-0,6%	Industries manufacturières	-0,7%
2	Autres services marchands	-0,6%	Autres services marchands	-0,5%
3	Transport et communication	-0,4%	Transport et communication	-0,4%
Contribution		-1,7%		-1,6%
Tot		-2,0%		-1,9%
% du tot		81%		85%
		moyenne 2011-2014		
		RBC	Belgique	
1	Autres services marchands	0,7%	Autres services marchands	0,7%
2	Crédit et assurances	0,5%	Industries manufacturières	0,4%
3	Transport et communication	0,3%	Commerce et horeca	0,3%
Contribution		1,5%		1,4%
Tot		2,2%		2,4%
% du tot		70%		57%

Source: HERMREG.

• Projections à moyen terme

Résultats macroéconomiques

D'une manière générale, la reprise économique à moyen terme serait, comme annoncé ci-dessus, plutôt molle en ce qu'elle ne devrait pas montrer d'effet de rebond. Aussi, les taux de croissance du PIB bruxellois à partir de 2011 devraient s'établir à des valeurs conformes quoiqu'un peu supérieures à leur moyenne historique. Pour l'emploi, la situation serait encore moins favorable, avec des taux de croissance faibles. On projette ainsi une croissance annuelle moyenne de 2,3 % pour la valeur ajoutée contre 0,5 % pour l'emploi sur la période 2011-

2014. La différence serait donc expliquée par des gains encore importants de productivité apparente du travail pour les activités économiques bruxelloises, de l'ordre de 1,9 % par an sur la même période. Ces gains de productivité seraient supérieurs à l'augmentation du coût salarial par tête, progressant de 1,1 % par an en moyenne sur la période 2011-2014, traduisant un renforcement relatif de la compétitivité bruxelloise. Par ailleurs, les investissements productifs croîtraient de 3 % par an, un rythme comparable à celui observé dans

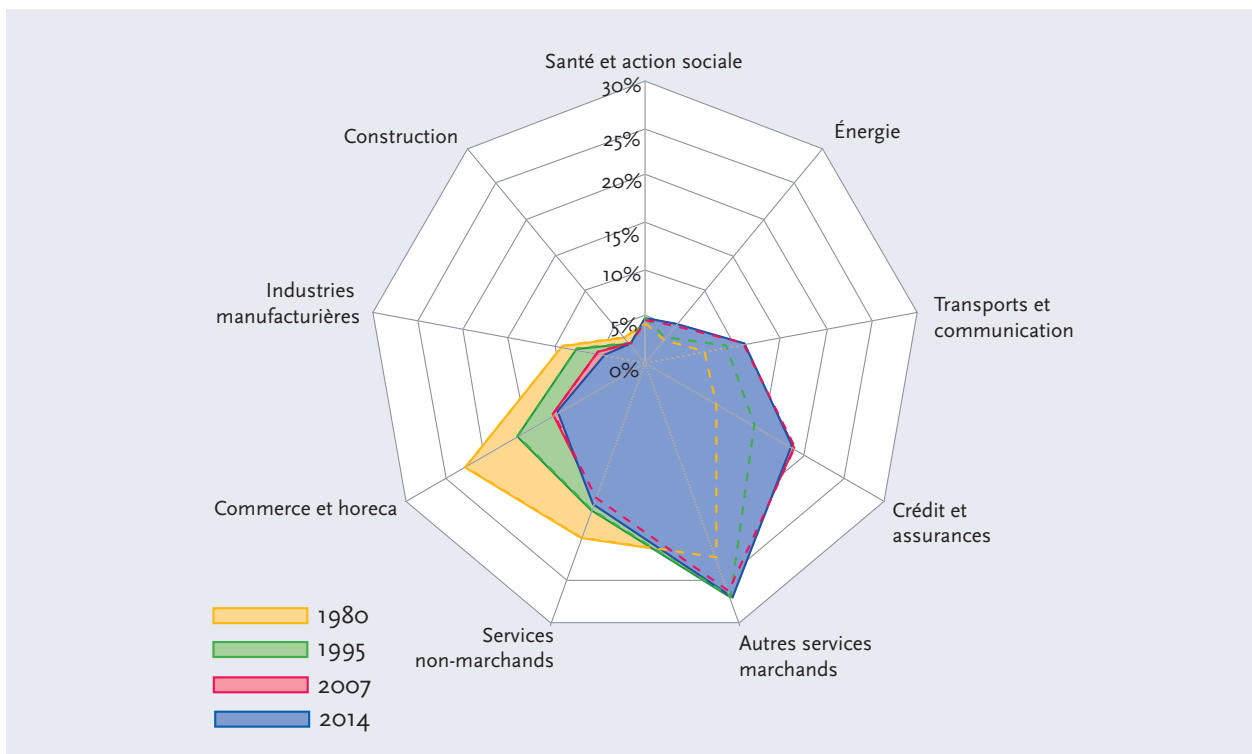
la période précédant la crise. Là non plus, le net recul dû à la crise ne serait pas rattrapé.

Le solde des navettes entrantes dans la Région devrait diminuer assez nettement à moyen terme, d'une part du fait de la poursuite de la tendance à l'augmentation des navettes sortantes. D'autre part, de par l'attractivité relativement plus faible du marché du travail bruxellois due à la plus faible crois-

sance de l'emploi intérieur dans la Région qui limite l'opportunité d'accroissement des navettes entrantes. De ce fait, la population active occupée augmenterait plus rapidement que l'emploi intérieur, d'environ 1,4 % par an sur la période 2011-2014 contre 0,5 % pour l'emploi. Il n'en reste pas moins que le taux de chômage resterait très élevé, à 22,9 % selon la définition du BFP (contre 20,7 % en 2008).

Structure de l'activité et de l'emploi

GRAPHIQUE 14: Structure de la valeur ajoutée par branche

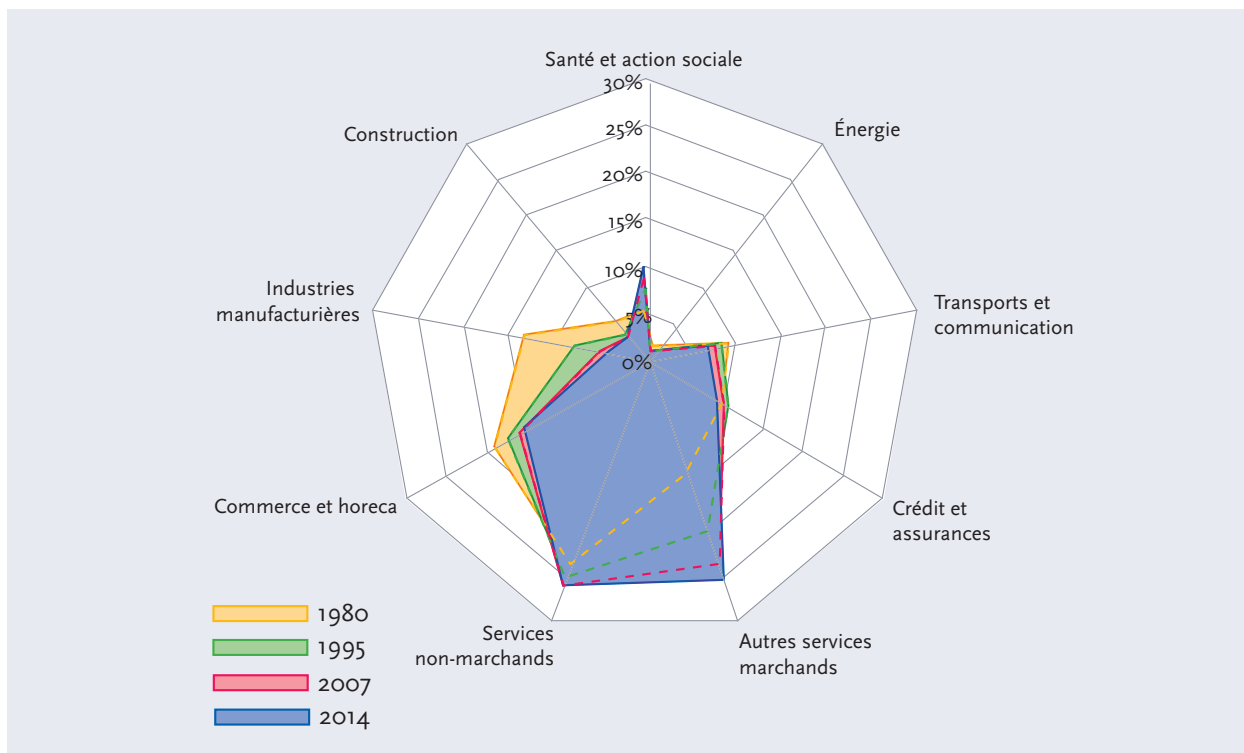


Source: HERMREG.

L'horizon relativement bref de la présente projection ne laisse pas envisager de bouleversement de la structure de la valeur ajoutée dans la Région. Cependant, les évolutions constatées sur les 20 dernières années se poursuivent globalement entre 2007 et 2014. En particulier, la part des branches «Industries manufacturières» et «Commerce et horeca» continue de se

réduire dans le total de la valeur ajoutée, alors que la part des «Autres services marchands» augmente encore légèrement. On relève cependant d'importantes exceptions à cette continuité : la légère baisse de la part de «Crédit et assurances», ainsi que la remontée de la part du secteur non-marchand en 2014 par rapport à leurs parts de 2007.

GRAPHIQUE 15: Structure de l'emploi total par branche



Source: HERMREG.

En termes d'emploi, les changements de structure à l'horizon de la projection confirment également les grandes tendances historiques dans la Capitale. La part dans l'emploi total des branches «Industries manufacturières» et «Commerce et horeca» ainsi que «Transport et

communication» et «Crédit et assurances», baissent entre 2007 et 2014 alors que les parts des branches «Autres services marchands», «Santé et action sociale» et dans une moindre mesure «Services non-marchands» sont en augmentation sur cette période

Contributions à la croissance

En termes de contributions à la croissance, la période 2011-2014 montre des différences notables par rapport à la période récente 2001-2007.

D'une part, deux moteurs de la croissance passée de la Région bruxelloise montrent un relatif essoufflement sur la projection de moyen terme : «Crédit et assurances» et «Energie». Si les taux de croissance de ces deux branches restent dans l'absolu relativement élevés, de l'ordre de 2,8 % par an, ils sont sans commune mesure avec les taux observés dans le passé récent, et la contribution de ces deux branches à la croissance totale reviendrait donc à

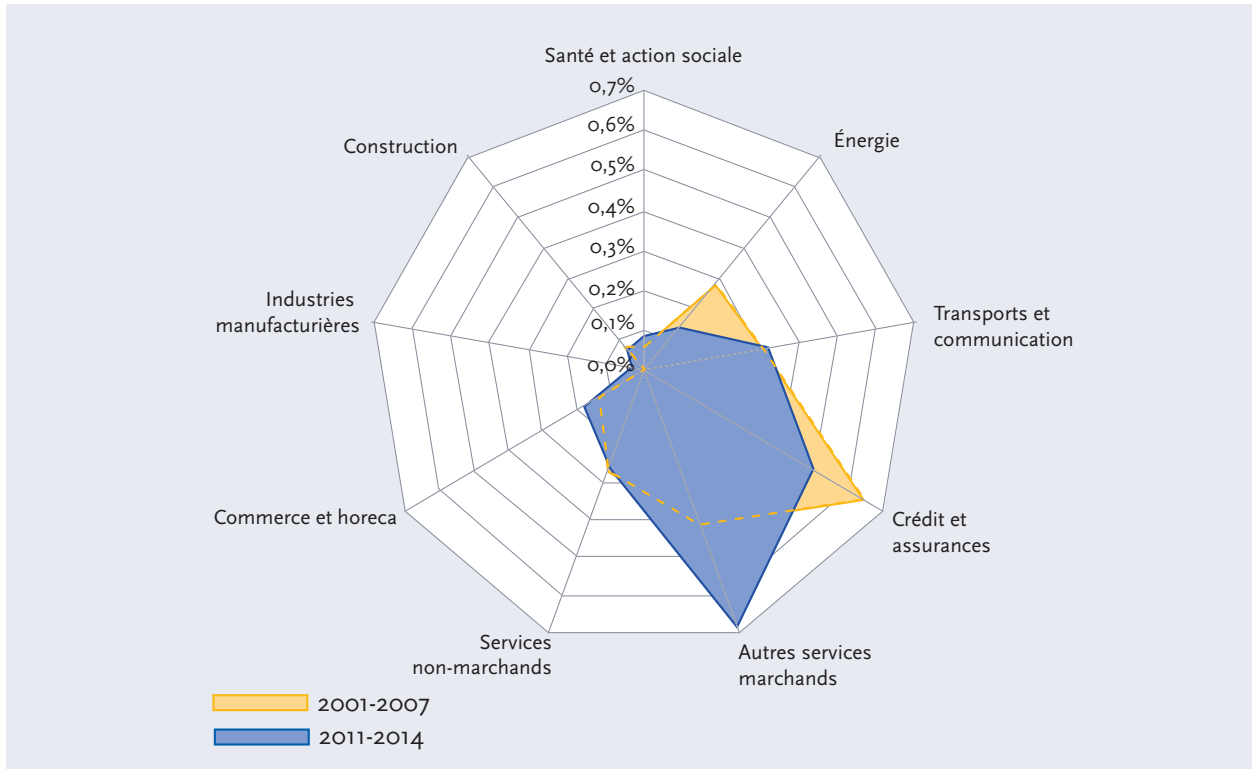
des niveaux plus en ligne avec leur poids dans la valeur ajoutée totale.

D'autre part, deux branches qui jusqu'ici montraient des performances relativement faibles comparées à celles affichées dans les deux autres régions voient leur contribution remonter. La branche «Autres services marchands» se retrouverait ainsi première contributrice à la croissance régionale à moyen terme. Le taux de croissance absolu de la valeur ajoutée dans la branche ne serait pas à proprement parler exceptionnel, avec 2,6 % par an en moyenne, mais la contribution à la

croissance totale deviendrait enfin en ligne avec le poids de la branche dans le total de la valeur ajoutée. La branche «Commerce et horeca», sans afficher de performance remarquable, verrait cependant sa contribution augmenter du fait d'un

redressement de son taux de croissance absolu. Elle resterait cependant en deçà des performances absolues observées dans les autres régions. Quelques pistes d'interprétation à ce sujet sont proposées dans la section suivante.

GRAPHIQUE 16: Contribution moyenne à la croissance de la valeur ajoutée en volume



Source: HERMREG.

3.4 Commentaires

En gardant en tête les précautions d'usage inhérentes à ce type d'exercice (projection à politique inchangée basée sur les comportements observés dans le passé, forte incertitude liée à l'environnement économique très volatil en début de projection), un certain nombre de commentaires peuvent éclairer ces projections.

La branche «Commerce et horeca» montre un historique très négatif à Bruxelles en comparaison des deux autres régions. Si en projection, on

prévoit une forme de stabilisation, cette branche n'en devient pas pour autant le grand pourvoyeur d'emplois et le contributeur solide au développement de l'activité économique qu'elle peut être ailleurs dans le Royaume. Pour mieux cerner les caractéristiques de cette branche recouvrant des activités assez diverses, une analyse à un niveau supérieur de détail sur la période 1995-2007 est brièvement esquissée ci-dessous, suivie de quelques remarques concernant la projection.

TABLEAU 10: Poids relatif dans le total de la valeur ajoutée en volume de la branche, moyennes

Poids	1995-2000		2001-2007	
	RBC	Belgique	RBC	Belgique
COMMERCE ET HORECA	100%	100%	100%	100%
Commerce et réparation automobile, commerce de détail de carburants (50)	7,2%	12,4%	9,6%	11,1%
Commerce de gros et intermédiaire du commerce (51)	59,1%	48,0%	56,9%	50,6%
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	20,2%	27,4%	19,1%	27,0%
Commerce	86,5%	87,8%	85,7%	88,7%
Hôtels et restaurants (55)	13,5%	12,2%	14,3%	11,3%

Source: ICN, calculs propres.

En termes de structure, des différences notables apparaissent entre la Région et le Royaume. La part de l'Horeca dans la branche est plus importante à Bruxelles, et en croissance sur la période récente,

alors qu'elle diminue ailleurs dans le Royaume. Dans l'ensemble des activités de commerce, le commerce de gros est sur-représenté à Bruxelles mais en déclin, alors que sa part augmente pour le total du Royaume.

TABLEAU 11: Taux de croissance de la valeur ajoutée en volume au sein de la branche, moyennes

Taux de croissance	1995-2000		2001-2007	
	RBC	Belgique	RBC	Belgique
COMMERCE ET HORECA	-2,7%	-0,9%	1,2%	2,6%
Commerce et réparation automobile, commerce de détail de carburants (50)	-3,1%	-1,5%	3,9%	1,7%
Commerce de gros et intermédiaire du commerce (51)	-4,4%	-2,1%	0,8%	4,3%
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	2,8%	1,0%	1,5%	1,1%
Commerce	-3,4%	-1,1%	1,2%	3,0%
Hôtels et restaurants (55)	2,2%	0,3%	1,0%	0,1%

Source: ICN, calculs propres.

Parallèlement, le taux de croissance (en volume) de la valeur ajoutée dans l'Horeca est nettement supérieur à Bruxelles à ce qu'il est globalement dans le Royaume, la relation s'inversant pour les activités de commerce. En particulier, le commerce de gros montre des taux de croissance beaucoup plus bas à

Bruxelles (fort déclin en moyenne sur 1995-2000, stagnation sur 2001-2007) que dans le Royaume. Le commerce de détail (à l'exclusion des carburants et de l'automobile) montre par contre une bonne dynamique à Bruxelles pour les deux périodes considérées.

TABLEAU 12: Contributions à la croissance de la valeur ajoutée de la branche en volume, moyennes

Contribution	1995-2000		2001-2007	
	RBC	Belgique	RBC	Belgique
COMMERCE ET HORECA	-2,7%	-0,9%	1,2%	2,6%
Commerce et réparation automobile, commerce de détail de carburants (50)	-4,0%	-0,2%	0,3%	0,2%
Commerce de gros et intermédiaire du commerce (51)	-2,7%	-1,0%	0,4%	2,1%
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	0,1%	0,3%	0,3%	0,3%
Commerce	-3,0%	-0,9%	1,0%	2,6%
Hôtels et restaurants (55)	0,3%	0,0%	0,1%	0,0%

Source: ICN, calculs propres.

Les contributions à la croissance de la valeur ajoutée en découlant désignent clairement le commerce de gros comme l'élément majeur de la différentiation des performances bruxelloises et nationales dans le passé pour la branche «Commerce et horeca». Ce fait, largement partagé par les grandes agglomérations européennes, a déjà été largement commenté¹⁹. Il trouve comme explication importante le redéploiement des activités de commerce de gros vers la périphérie de la ville où les espaces disponibles et les prix du foncier sont plus en rapport avec les besoins de cette branche, pour laquelle la logistique est un axe de développement majeur²⁰. A contrario, la bonne tenue apparente du commerce de détail, et du commerce lié à l'automobile (ces dernières activités semblant empreintes d'une plus grande volatilité), constitue une forme de démenti à l'idée d'un déclin progressif de cette activité à Bruxelles au bénéfice de sa périphérie²¹.

Vu sous l'éclairage des quelques rappels formulés ci-dessus, la projection pour la branche «Commerce et horeca» à Bruxelles peut s'interpréter de manière plus positive. En gardant à l'esprit qu'il ne s'agit que de conjectures – la projection n'étant faite que pour l'ensemble de la branche – on peut voir dans la croissance modérée de la valeur ajoutée et la faible croissance de l'emploi de la branche à l'horizon 2014 un phénomène dual, caractérisé à la fois par le déclin continué de l'élément le plus important (commerce de gros) qui semble inéluctable, et par la bonne tenue de l'horeca et une dynamique maintenue dans le commerce de détail. Ce deuxième aspect devrait être positif en termes d'emploi des Bruxellois, sachant que l'horeca et le commerce de détail sont par essence demandeurs de main d'œuvre peu qualifiée.

¹⁹ «Une approche éclairante, par le biais de l'emploi, est proposée par F. Gilli dans «Cyclicité et géographie de l'emploi francilien entre 1993 et 2004 à la lumière du secteur logistique», in D.Pumain et M-F. Mattei (eds.), Données Urbaines-5, Economica, 2007

²⁰ Sur ce dernier point, cf. par exemple INSEE – Méthodes n°107 (octobre 2004) «Au cœur des échanges : le commerce de gros – 9^e séminaire de la Direction des Statistiques d'Entreprises»

²¹ Ce constat avait déjà été dressé de manière plus générale : l'étalement urbain ne semble pas avoir d'impact significatif sur la santé du commerce de détail en centre ville. Cf. Grimmeau et al. «Le commerce dans les grandes villes belges et leur périphérie», IGEAT – ULB, 2004